

Conseil communautaire du 21 novembre 2011
Liminaire d'Antoine Maurice

Rappelez vous, il y a deux ans, on ne parlait que de ça : tous les regards étaient rivés sur Copenhague ; le climat était dans tous les discours. Il est bien étonnant qu'aujourd'hui, deux ans et deux Conférences internationales plus tard, on accueille le nouveau rendez-vous sur le climat de Durban dans un quasi silence.

Pourtant, la situation du climat et la gestion des ressources énergétiques ne s'arrangent pas. C'est ce que note un récent rapport de l'Agence internationale de l'énergie (AIE). Celle-ci prévoit une hausse de 20 % des émissions de CO₂ d'ici à 2035, portant l'augmentation de la température de la planète sur une trajectoire de plus de 3,5 degrés ! Ainsi, si les États renonçaient aux actions promises, la planète suivrait une hausse de la température de 6 °C, soit le pire scénario du Giec.

Là encore, c'est un troublant silence qui accueille ce rapport, pourtant alarmant. Signe d'une exaspération générale face aux dérobades de certains pays, à la faiblesse des décisions internationales. Malheureusement, force est de constater que, ces dernières années, trop de rendez-vous majeurs ont été ratés.

Mais au-delà de ces moments qui cristallisent tous les espoirs comme toutes les déceptions, notre seule certitude reste qu'il faut agir, réellement, et fortement. Le rôle fondamental des collectivités dans la lutte contre le changement climatique n'est plus à prouver. Je voudrais rappeler le rôle des collectivités locales : ce sont les villes qui concentrent près de 70 % de nos émissions de gaz à effet de serre. Sans un effort réel de leur part, les engagements internationaux ne pourraient être tenus. De plus, au plus près des habitants, elles peuvent agir sur une évolution des comportements

Élus municipaux, élus de la Communauté urbaine du grand Toulouse, nous travaillons quotidiennement à une implication forte de notre collectivité en la matière, par exemple avec la création d'écoquartiers aux fortes prescriptions environnementales et énergétiques, l'approvisionnement des cantines scolaires en produits bios et locaux qui réduisent le transport des marchandises...

Mais surtout nous portons l'ambition d'un Plan Climat qui devra aboutir à une forte réduction des émissions de gaz à effet de serre, à travers son programme d'actions à court, moyen et long terme.

Toulouse a eu l'honneur et la chance d'accueillir le mois dernier les Assises nationales du Développement durable. Une *Déclaration des collectivités* a été rédigée à l'issue de ces Assises , qui rappelle que le développement durable est l'effort de tous. et je n'en citerai ici qu'un passage pour souligner que le développement durable est l'affaire de tous :

Dans la période de crise sociale et économique que nous traversons, qui signe aussi la crise de notre modèle de développement, il est plus que temps d'anticiper, de rendre possible l'évolution de nos modes de production et de consommation. Notre politique de développement durable doit ainsi devenir un levier essentiel de la transition de notre économie, pour mettre les moyens publics au service de l'utilité sociale et environnementale. Mais nous aurons la possibilité d'y revenir lors du débat d'orientation budgétaire...